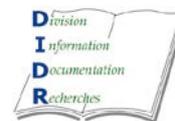


GABON



19 janvier 2018



Les violences post-électorales du 31 août au 1^{er} septembre 2016

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. L'explosion des violences à l'annonce des résultats de la présidentielle.....	3
2. L'assaut contre le QG de Jean Ping	4
3. Bilan des violences	4
3.1. Bilan humain	4
3.2. Bilan des arrestations et suites judiciaires	5
Bibliographie.....	6

Résumé : L'explosion des violences à l'annonce officielle des résultats de l'élection présidentielle – L'assaut des forces de sécurité contre le QG de Jean Ping – Le bilan des violences

Abstract: The explosion of violence just after the official announcement of the results of the presidential election – the security forces attack against the Jean Ping's headquarter – Assessment of violence

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. L'explosion des violences à l'annonce des résultats de la présidentielle

Le 31 août 2016, alors que les deux candidats à la présidentielle, Ali Bongo Ondimba et Jean Ping, revendiquent la victoire à l'élection présidentielle du 27 août, les deux camps attendent dans un climat d'extrême tension l'annonce officielle des résultats par la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP). A Libreville, où un important dispositif policier et militaire a été déployé, les habitants de la capitale restent confinés chez eux dans la crainte d'une explosion de violences ; la capitale fait figure de ville fantôme¹.

Dans les heures qui précèdent le verdict, le camp de Jean Ping affirme disposer de 60 000 voix d'avance sur Ali Bongo², un chiffre par la suite confirmé par le rapport final de la Mission d'observation électorale de l'Union Européenne³. Toutefois, après plusieurs heures d'attente, la Commission annonce la réélection pour un second septennat du président sortant Ali Bongo Ondimba avec 49,80% voix, contre 48,23% pour son rival⁴.

Cette victoire du président sortant est immédiatement contestée par l'opposition. De fortes suspicions de fraude électorale pèsent en outre sur la province du haut-Ogooué⁵, l'une des neuf provinces du pays et fief de l'ethnie Téké du président Bongo, où ce dernier a obtenu une victoire écrasante avec 95,46% des suffrages pour un taux de participation de 99,93% et 71 714 inscrits. La participation apparaît en effet quarante points au-dessus de la moyenne nationale (59,46%) et la province du Haut-Ogooué a été la dernière à envoyer ses résultats à la CENAP⁶. Le rapport final de la Mission d'observation électorale de l'Union Européenne souligne l'existence d'anomalies et d'irrégularités susceptibles d'avoir faussé le résultat final de l'élection⁷.

Dans les minutes qui suivent la proclamation des résultats, des affrontements éclatent dans le quartier de Sotega aux abords de la CENAP lorsqu'une foule de jeunes sympathisants de Jean Ping souhaitant se rendre devant les locaux de la CENAP, en chantant et en scandant des slogans hostiles au président réélu, se heurtent aux camions lance-eau des forces de police, qui font usage de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes. La voie rapide menant à la CENAP est coupée par des barricades de pneus dressées par les manifestants. Ce climat quasi-insurrectionnel s'étend à de nombreux quartiers populaires de la capitale, notamment ceux de Nzeng Ayong et de Nkembo. Les protestataires s'en prennent à l'Assemblée nationale, dont le bâtiment est incendié. De nombreux bâtiments publics, des restaurants et des commerces sont pillés et incendiés⁸.

Le 1^{er} septembre, la situation demeure tendue à Libreville ainsi que dans de nombreuses grandes villes du pays. Des violences sporadiques sont signalées dans des quartiers périphériques de la capitale entre forces de sécurité et groupes de jeunes casseurs. De nombreux magasins sont pillés⁹.

¹ France 24, « Présidentielle au Gabon : toujours pas de résultat, ambiance tendue à Libreville », 31/08/2016.

² France 24, « Présidentielle au Gabon : toujours pas de résultat, ambiance tendue à Libreville », 31/08/2016.

³ Mission d'observation électorale de l'Union Européenne, Rapport final, République Gabonaise, Election Présidentielle, 27 août 2016, 12/12/2016.

⁴ France 24, « Présidentielle au Gabon : Bongo réélu, le camp Ping dénonce une élection "volée" », 31/08/2016.

⁵ Mission d'observation électorale de l'Union Européenne, Rapport final, République Gabonaise, Election Présidentielle, 27 août 2016, 12/12/2016.

⁶ France 24, « Présidentielle au Gabon : Bongo réélu, le camp Ping dénonce une élection "volée" », 31/08/2016.

⁷ Mission d'observation électorale de l'Union Européenne, Rapport final, République Gabonaise, Election Présidentielle, 27 août 2016, 12/12/2016.

⁸ France 24, « Présidentielle au Gabon : Bongo réélu, le camp Ping dénonce une élection "volée" », 31/08/2016.

⁹ France 24, « Gabon : heurts à Libreville après l'annonce de la réélection de Bongo », 31/08/2016.

⁹ RFI, « Gabon : 27 personnes encore retenues au QG de Jean Ping », 02/09/2016.

Le centre de la capitale, et particulièrement les abords de l'Assemblée nationale et du QG de Jean Ping, est quadrillé par les forces de sécurité après une nuit d'émeutes et de pillages. Les grands axes de la capitale portent encore les stigmates des violences avec de nombreux bâtiments incendiés et des restes de barricades¹⁰.

2. L'assaut contre le QG de Jean Ping

Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, des éléments de la Garde républicaine appuyés par la gendarmerie et des hélicoptères donnent l'assaut au quartier général (QG) de Jean Ping, situé dans le quartier Charbonnages dans le premier arrondissement de Libreville. Le candidat de l'opposition n'est alors pas présent¹¹.

Entre minuit et une heure du matin, plusieurs centaines de personnes (entre 300 et 500) réunies devant le QG de Jean Ping se réfugient à l'intérieur du bâtiment en raison des gaz lacrymogènes lancés par les forces de sécurité au moment de leur assaut. De nombreux témoins font état de tirs à balles réelles visant les sympathisants de Jean Ping. Les affrontements durent plusieurs heures. Finalement, les forces de l'ordre procèdent à l'évacuation brutale du bâtiment vers 5 heures du matin. A leur sortie du bâtiment, les partisans de Jean Ping sont, pour la plupart, mis à genoux le temps de décliner leur identité. L'opposition annonce immédiatement la mort de deux de ses sympathisants et fait état de nombreux blessés¹².

Les autorités gabonaises justifient l'assaut du QG de Jean Ping par la recherche des responsables de l'incendie de l'Assemblée nationale¹³.

Au soir du 1^{er} septembre, une vingtaine de leaders de l'opposition et de la société civile (26¹⁴ ou 27¹⁵) demeurent confinés dans les locaux du QG avec interdiction d'en sortir. Parmi les personnalités retenues figurent de proches collaborateurs de Jean Ping et des hommes politiques comme l'ancien vice-président gabonais Didjob Divungi Di Ndinge, le directeur de campagne de Jean Ping, René Ndemezo'o Obiang, Paul-Marie Gondjout, commissaire de la CENAP démissionnaire la veille, ou encore le président du parti Union nationale, Zacharie Myboto¹⁶. Ils sont finalement autorisés à quitter les lieux le 2 septembre¹⁷.

3. Bilan des violences

3.1. Bilan humain

Le bilan humain apparaît très contrasté. Les autorités gabonaises font état de trois manifestants tués au cours des violences, tandis que l'opposition dresse un lourd, mais approximatif bilan oscillant entre 50 et 100 personnes tuées, dont une quinzaine au cours de l'assaut sur le QG de Jean Ping¹⁸.

¹⁰ *France 24*, « Gabon : retour à un calme précaire, plus d'un millier d'interpellations », 02/09/2016.

¹¹ *Jeune Afrique*, « Gabon : le QG de Jean Ping pris d'assaut par la garde républicaine », 01/09/2016.

¹² *France 24*, « Gabon : le QG de l'opposant Jean Ping attaqué, deux morts selon son camps », 01/09/2016 ; *France 24*, « Les Gabonais redoutent de nouvelles violences en attendant l'issue juridique de la présidentielle », 14/09/2016.

¹³ *Jeune Afrique*, « Gabon : le QG de Jean Ping pris d'assaut par la garde républicaine », 01/09/2016.

¹⁴ *RFI*, « Violences post-électorales au Gabon : un millier d'arrestations en une journée », 01/09/2016.

¹⁵ *RFI*, « Gabon : 27 personnes encore retenues au QG de Jean Ping », 02/09/2016.

¹⁶ *RFI*, « Violences post-électorales au Gabon : un millier d'arrestations en une journée », 01/09/2016.

¹⁷ *France 24*, « Le Gabon annonce que les opposants retenus au QG de Jean Ping sont libres », 02/09/2016.

¹⁸ *RFI*, « Violences post-électorales au Gabon : un millier d'arrestations en une journée », 01/09/2016. ; *France 24*, « Gabon : Ping déplore entre "50 et 100 morts", le camp Bongo dément », 07/09/2016 ; *Gabonreview*, « Crise postélectorale : L'opposition fait le bilan », 07/09/2016.

3.2. Bilan des arrestations et suites judiciaires

Dès le 2 septembre, le ministère de l'Intérieur fait état de l'arrestation de 800 à 1 100 personnes à travers le pays, respectivement entre 600 et 800 à Libreville et entre 200 et 300 dans plusieurs autres grandes villes. Certaines d'entre elles sont placées en détention dans les locaux de la Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration (ex-Cedoc), les services de renseignement gabonais¹⁹.

Dans leur grande majorité, les personnes interpellées au cours des violences sont soit rapidement relâchées, soit remises en liberté après quelques jours de détention avec un simple rappel à la loi²⁰. Les premières comparutions devant le tribunal se tiennent à partir du 6 septembre et s'enchaînent au cours des jours suivants. Les prévenus comparaissent, parfois par groupes de plusieurs personnes, devant le tribunal pour faire, la plupart du temps, l'objet d'un rappel à la loi avant leur libération²¹.

Le 19 septembre, le procureur de la République de Libreville dresse un bilan précis du nombre d'arrestations et des procédures judiciaires engagées à la suite des violences. Ainsi, sur les près de 800 personnes appréhendées, 407 ont été relâchées et 393 déférées devant les tribunaux. Parmi les individus déferés, le procureur fait état de 31 individus incarcérés dans l'attente de leur comparution devant le tribunal correctionnel sous les chefs d'inculpation de « faits de violences, attroupement armé ou non armé ayant troublé l'ordre et la tranquillité publique, pillages et destruction de biens publics et privés ». 39 autres ont été présentés devant un juge d'instruction et placés en détention préventive pour les infractions « d'incendie volontaire de biens publics et privés, pillages et destructions de biens meubles ou immeubles ». Enfin, les 323 personnes restantes ont été remises en liberté après un rappel à la loi en audience publique²².

Le 30 septembre, de source judiciaire, environ 70 personnes, dont plusieurs figures de l'opposition, demeuraient toujours en détention. Une trentaine de prévenus, jugés en comparution immédiate, se trouvaient dans l'attente du verdict du tribunal dont la prochaine audience avait été fixée au 4 octobre. 39 individus mis en examen pour leur rôle imputé dans les violences restaient incarcérés le temps de l'instruction²³.

¹⁹ *France 24*, « Gabon : retour à un calme précaire, plus d'un millier d'interpellations », 02/09/2016 ; *France 24*, « QG de Jean Ping : "Ma sœur m'a dit 'on nous embarque', depuis plus rien" », 06/09/2016.

²⁰ *Voice of America*, « Gabon : 70 personnes toujours détenues après les violences post-électorales », 30/09/2016.

²¹ *Jeune Afrique*, « Gabon : hommage aux victimes, Ping et Bongo sortent du silence », 06/09/2016. ; *RFI*, « Gabon : premières comparutions, premières libérations... », 07/09/2016.

²² *Le360 Afrique*, « Gabon : voici enfin le bilan exact et détaillé des arrestations », 19/09/2016.

²³ *Voice of America*, « Gabon : 70 personnes toujours détenues après les violences post-électorales », 30/09/2016.

Bibliographie

(Dernière consultation en date du 19/01/2018)

Institution internationale

- Mission d'observation électorale de l'Union Européenne, Rapport final, République Gabonaise, Election Présidentielle, 27 août 2016, 12/12/2016.
https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/gabon_moe_rapport_final_0.pdf

Article scientifique

- Aterianus-Owanga Alice, Debain Mathilde, « 'Demain, un jour nouveau ?' Un renversement électorale confisqué au Gabon », *Politique africaine*, 2016/4 (n° 144).
https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=POLAF_144_0157

Médias

- *France 24*, « Présidentielle au Gabon : toujours pas de résultat, ambiance tendue à Libreville », 31/08/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160830-gabon-attente-resultats-presidentielle-bongo-ping-victoire-fraude-ingerence-france-cote-ivo>
- *France 24*, « Présidentielle au Gabon : Bongo réélu, le camp Ping dénonce une élection "volée" », 31/08/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160831-gabon-presidentielle-cenap-commission-valide-bongo-ping-contestation>
- *France 24*, « Gabon : heurts à Libreville après l'annonce de la réélection de Bongo », 31/08/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160831-gabon-presidentielle-heurts-libreville-troubles-incendie-assemblee-nationale-bongo-ping>
- *France 24*, « Gabon : le QG de l'opposant Jean Ping attaqué, deux morts selon son camps », 01/09/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160901-gabon-qg-jean-ping-attaque-violences-libreville-president-bongo-tensions-elections-morts>
- *Jeune Afrique*, « Gabon : le QG de Jean Ping pris d'assaut par la garde républicaine », 01/09/2016.
<http://www.jeuneafrique.com/353526/politique/gabon-qg-de-jean-ping-pris-dassaut-garde-republicaine/>
- *RFI*, « Violences post-électorales au Gabon : un millier d'arrestations en une journée », 01/09/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20160901-gabon-le-quartier-general-jean-ping-pris-assaut-forces-securite>
- *France 24*, « Gabon : retour à un calme précaire, plus d'un millier d'interpellations », 02/09/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160902-gabon-retour-calme-precaire-millier-interpellations-ali-bongo-jean-ping-libreville>
- *France 24*, «Le Gabon annonce que les opposants retenus au QG de Jean Ping sont libres », 02/09/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160902-gabon-annonce-liberation-opposants-ali-bongo-jean-ping-france>

- *RFI*, « Gabon : 27 personnes encore retenues au QG de Jean Ping », 02/09/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20160902-gabon-26-personnes-qg-jean-ping-ali-bongo-ondimba-assaut-libreville>
- *France 24*, « QG de Jean Ping : “Ma sœur m’a dit ‘on nous embarque’, depuis plus rien” », 06/09/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160905-gabon-familles-disparus-prisonniers-politiques-elections-ping-bongo-violences>
- *Jeune Afrique*, « Gabon : hommage aux victimes, Ping et Bongo sortent du silence », 06/09/2016.
<http://www.jeuneafrique.com/355213/politique/gabon-hommage-aux-victimes-ping-bongo-sortent-silence/>
- *France 24*, « Gabon : Ping déplore entre “50 et 100 morts”, le camp Bongo dément », 07/09/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160906-video-exclusive-jean-ping-gabon-violences-electorales-morts-bongo-libreville>
- *Gabonreview*, « Crise postélectorale : L’opposition fait le bilan », 07/09/2016.
<http://gabonreview.com/blog/crise-postelectorale-lopposition-bilan/>
- *RFI*, « Gabon : premières comparutions, premières libérations... », 07/09/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20160907-gabon-comparutions-liberations-justice>
- *France 24*, « Les Gabonais redoutent de nouvelles violences en attendant l’issue juridique de la présidentielle », 14/09/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160913-gabon-president-jean-ping-ali-bongo-elections-violences-temoignage-cour-constitutionnelle>
- *Le360 Afrique*, « Gabon : voici enfin le bilan exact et détaillé des arrestations », 19/09/2016.
<http://afrique.le360.ma/gabon/societe/2016/09/19/5738-gabon-voici-enfin-le-bilan-exact-et-detaille-des-arrestations-5738>
- *Voice of America*, « Gabon : 70 personnes toujours détenues après les violences post-électorales », 30/09/2016.
<https://www.voaafrrique.com/a/gabon-environ-70-personnes-toujours-detenees-apres-les-violences-post-electorales/3532091.html>